

Énergie nucléaire

ment du parti progressiste-conservateur fédéral n'aurait institué qu'une commission d'enquête parlementaire, vraisemblablement engorgée par la propagande de L'EACL, et qui n'en serait vraisemblablement pas arrivée à des conclusions véritablement indépendantes.

M. Baker (Nepean-Carleton): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le député doit sûrement savoir qu'une telle commission d'enquête aurait été constituée de députés de son parti, du parti libéral et du parti progressiste-conservateur et aurait pu compter sur l'apport d'experts tant du gouvernement que de l'extérieur. Telle était notre intention. Je tenais à apporter cette précision pour la gouverne du député.

M. Blaikie: Monsieur l'Orateur, je ne retire pas mon affirmation que la décision prise en 1979 par le gouvernement progressiste-conservateur d'instituer une enquête parlementaire sur l'énergie nucléaire était une façon d'éviter le genre de sensibilisation que l'enquête publique que je réclame aurait plus de chance de susciter.

Des voix: Oh, oh!

M. Blaikie: Les députés du parti progressiste-conservateur sont si susceptibles cet après-midi que je leur accorderai pour le moins qu'ils se sont rendu compte qu'il s'agit là d'une question que la population canadienne a voulu ramener dans les paramètres du débat politique.

Comme je le disais avant d'être interrompu de manière si impolie par des députés des deux côtés de la Chambre, le parti libéral du Canada qui est le parti nucléaire par excellence est celui qui a présidé à l'imposition antidémocratique et autocratique de l'énergie atomique au Canada. C'est le parti de la technocratie, de ceux qui sont fascinés et captivés par la capacité technique de l'homme moderne et qui ont oublié que le but de l'existence n'est pas technologique, mais bien spirituel en ce sens que l'homme doit d'abord vivre en harmonie avec ses semblables et avec la nature et non pas de façon dangeueuse et arrogante, dans un mépris orgueilleux du sort des générations futures et de la nature.

Non, tout ce que le gouvernement libéral admet à cet égard, c'est qu'une enquête ministérielle interne est en cours, qui, en autant que je puisse en juger, ne donne jamais de conclusions parce qu'elle n'existe pas vraiment. Comme l'a dit le premier ministre (M. Trudeau), en réponse à une question qui lui a été posée le 1^{er} mai 1980, une enquête publique prendrait trop de temps. Un examen trop approfondi menacerait la viabilité de l'industrie nucléaire canadienne.

La troisième étape essentielle serait la tenue d'un référendum national sur le sujet, car nous ne savons que trop que les conclusions d'enquêtes peuvent être interprétées à souhait ou tout simplement reléguées dans l'oubli. En posant une série de questions bien précises aux Canadiens au sujet de leur avenir énergétique et des diverses options possibles, nucléaire ou autres, une fois qu'une enquête publique comme celle que j'ai mentionnée aurait eu lieu, nous pourrions éclaircir grandement non seulement la question nucléaire mais d'autres encore. Comme je l'ai dit en d'autres occasions à la Chambre, les paramètres du débat politique sont à l'heure actuelle trop restreints, trop étroits.

Des questions comme celle de l'énergie nucléaire sont considérées comme techniques, administratives ou purement écono-

miques, plutôt que politiques dans le plein sens du mot. Il faut que cela change pour deux raisons.

• (1610)

Tout d'abord pour améliorer la qualité des décisions au sujet de ces questions, compte tenu du contexte global. En deuxième lieu, ces questions doivent être politisées pour sauver la politique, cette activité humaine par excellence, car sans cela nous tombons dans l'inconscience collective et le fascisme amical d'une société dans laquelle toutes les décisions importantes sont prises pour le pouvoir exécutif et ses gestionnaires; bref, le genre d'avenir que le parti libéral réserve aux Canadiens.

La politique est l'art—non la science mais l'art—d'édifier l'État, de travailler ensemble et de prendre des décisions qui contribueront à procurer une bonne vie à tous. L'équilibre de notre régime politique et de la démocratie ainsi que le bien-fondé de notre régime politique sont menacés par un certain nombre de questions que nous ne réussissons pas à résoudre. Nous sommes actuellement sur le point de céder ce qui nous reste de notre régime politique aux tribunaux. La chose est peut-être appropriée, mais je n'en suis pas persuadé. Je sais qu'il ne reste presque plus rien à la politique en tant que telle, car nous avons déjà inconsciemment cédé sur de nombreux points aux technocrates et à la bureaucratie.

Un référendum sur l'utilisation et le développement de l'énergie nucléaire constituerait un pas dans la bonne voie. Certains craignent les référendums. C'est compréhensible. Les référendums ne fournissent pas réponse à tout, mais je les estime nécessaires pour remédier à un régime politique de moins en moins efficace.

Je ne cache pas que j'ai déjà des idées bien arrêtées sur l'énergie nucléaire. Quand on songe aux risques que peuvent présenter les défauts de fonctionnement des réacteurs, les faibles radiations, la prolifération des armes nucléaires, l'entreposage à long terme des déchets radioactifs, et quand on pense à la longue durée de ces risques, sans compter ceux que comporte l'extraction du minerai pour les mineurs, on devrait considérer l'énergie nucléaire comme un cas tout à fait particulier et n'aller de l'avant qu'en connaissance de cause et en suivant de près la procédure que j'ai décrite.

Je n'aimerais pas que les Canadiens optent pour un avenir nucléaire, mais je tiens à ce qu'ils puissent choisir. Plus que jamais, nous formulons des choix moraux lorsque nous retenons une forme d'énergie plutôt qu'une autre. Ce qui est moralement en jeu, c'est notre place par rapport à la nature, aux générations futures, à ceux qui vivent actuellement des ressources énergétiques et à ceux qui appliqueront les méthodes de production de l'énergie que nous élaborons.

L'avenir nous réserve des compromis difficiles, mais nous n'en sommes pas encore rendus au dilemme, ce que d'aucuns, et ils sont nombreux, voudraient nous faire croire. Trop souvent, nous agissons en partant du faux principe selon lequel nous devons continuer à consommer une quantité énorme d'énergie et que nous y parviendrons en nous confiant aux experts. Ce principe pêche à deux égards, sur le plan des valeurs dans la vie, et par un manque de foi en notre aptitude à trouver une solution technologique au problème qui ne fasse pas plus de tort que de bien.